



COMMUNIQUÉ

Halte à la répression syndicale, Toutes et tous avec JérémY le 2 Mars

Le 13 Février 2023

La liberté d'expression syndicale c'est la liberté pour les travailleurs de s'exprimer collectivement par l'intermédiaire de leur syndicat. Quand un tract syndical dérange, en application de la loi sur la presse de 1881, ce n'est pas le syndicat, personne morale, qui est mis en cause mais son Secrétaire Général et à titre personnel.

C'est ce qui arrive à notre camarade JérémY Caillé, Secrétaire Général du syndicat CGT Eurengo, mis en examen à titre personnel par un cadre de direction d'Eurengo pour diffamation.

Son tort : avoir dénoncé des faits qui se sont déroulés dans l'entreprise.

Cette mise en examen s'inscrit dans un contexte particulier au sein d'Eurengo.

En février 2021, ce même cadre interpellait la direction et le CSE pour un harcèlement qu'il subirait de la part d'élus CGT.

Une expertise, diligentée par la direction, révélera l'absence de harcèlement.

Les élus CGT mis en cause n'auront connaissance des conclusions de cette expertise qu'en décembre 2021. A ce jour ils n'ont eu aucun retour du contenu de cette même expertise.

A la même période, ce même cadre de direction porte plainte contre JérémY Caillé, Délégué Syndical Central CGT Eurengo, secrétaire général du syndicat CGT Eurengo Sorgues et secrétaire départemental CGT.

Notre camarade est mis en examen pour diffamation publique pour la diffusion d'un tract syndical intitulé "Eurengo Sorgues, foyer de contamination, de précarité et d'imbécillités".

Les militants syndicaux ne sont pas des voyous, ils ne doivent pas être traités comme des délinquants, ils défendent les emplois, les salaires, les conditions de travail, les garanties collectives, les droits des salariés.

Ils luttent tout simplement contre toute forme d'exploitation, et particulièrement dans cette période de crise sociale !

C'est ce que fait JérémY Caillé en tant que secrétaire général du syndicat CGT de la Poudrerie de Sorgues avec son mandat de la Fédération Nationale de Travailleurs de l'Etat CGT au sein de l'entreprise Eurengo.

C'est ce qu'il fait également au sein de la direction de l'Union départementale CGT du Vaucluse.

Au lieu de s'acharner avec un esprit revanchard, il est plus que temps que la direction d'Eurengo et ses représentants cessent leurs pratiques anti-syndicales et de harcèlement à l'encontre des représentants du personnel.

Ils doivent respecter le droit du travail, et s'inscrire dans des relations sociales responsables.

Le syndicat CGT Eurengo dénonce et continuera de dénoncer les pratiques managériales brutales et provocatrices de la direction d'Eurengo et de tout l'encadrement qui les applique !

La CGT EURENGO dénonce une politique des ressources **NON** humaines et **inacceptable** sur le site de Sorgues mais aussi sur tous les sites du Groupe.

Cela s'appelle la liberté syndicale.

La criminalisation de l'activité syndicale et de la répression antisyndicale sont intolérables et inacceptables.

Nous ne sommes pas dupes : elle a d'abord pour objectif d'empêcher toute organisation et expression des salariés, toute expression et action syndicale.

La manipulation de nos hauts dirigeants, elle, ne se résoudra que si les salariés gardent leur parole pour la combattre.

Les libertés syndicales ont été obtenues par la lutte, nous nous battons pour les faire respecter.

La CGT Eurengo, la FNTE CGT, l'Union Départementale CGT Vaucluse, l'Union Départementale CGT Dordogne condamnent fermement toutes ces basses manœuvres, souvent orchestrées par les directions, qui visent seulement à museler la parole des salariés et les libertés syndicales dans les entreprises.

La répression syndicale et les attaques contre les militants cgt ne cessent d'augmenter. Cette criminalisation de l'activité syndicale doit cesser.

La liberté d'expression syndicale ne sera pas muselée !

Nos organisations appellent l'ensemble des forces de la CGT à venir soutenir notre camarade JérémY, le 2 mars 2023 à partir de 7h45 au tribunal judiciaire d'Avignon.

Quand on touche à un camarade, c'est toute la CGT qui est attaquée !

